



Juan-Carlos Torres, dit «Charly», a été CEO de Vacheron Constantin pendant douze ans.

miques.» Il estime qu'il manque un responsable politique direct pour les questions économiques. «L'an dernier, il y avait encore le Département de l'économie, mais à présent, les sujets économiques sont ventilés entre le Département présidentiel et tous les autres, alors que les défis que Genève doit affronter nécessitent rapidité d'action et de réponse.» Il n'appré-

cie guère l'omniprésence des partis, «trop rigides pour qu'on puisse assister à un véritable changement». Pour lui, «il faut remplacer la politique politicienne par des feuilles de route et des cadres d'action évitant tout dogmatisme».

Se décrivant comme un «libéral socialiste», il s'engage pour la responsabilité sociale et les politiques de redistribution,

«mais à ceux qui s'impliquent, font l'effort et amènent ce qu'ils peuvent amener».

Apportant dans ses bagages une longue expérience entrepreneuriale, Juan-Carlos Torres n'y va pas par quatre chemins: l'Etat est un centre de coûts; il faut qu'il se transforme en profit center, et travaille avec des objectifs clairement définis. Le moment est selon lui bien choisi pour des réformes: «C'est maintenant, alors que le chômage est bas, qu'il faut faire des changements, et non en période de crise, qui engendre repli sur soi. Ce début de nouvelle législature est idéal», souligne-t-il.

La CCIG est pour lui une plateforme de choix: «Nous avons la chance de réunir toute la palette des acteurs économiques genevois et j'ai trouvé à la Chambre une équipe prête à prendre le changement à bras-le-corps», estime-t-il.

### Le «111» de l'économie?

«Réfléchir à l'attractivité de Genève, poursuit-il, suppose d'être acteur sur tous les dossiers essentiels». Les petits commerces ouverts le dimanche? Il faut rouvrir le débat: la donne a changé depuis la dernière votation, notamment avec les effets de l'e-commerce. Autre exemple, comment accompagner les PME, dont le nombre va augmenter ces prochaines années? «Ce sont elles qui répondront aux besoins de demain. Je pense aux interfaces entre la technologie et l'humain, aux nouvelles techniques médicales et de la pharma, à la finance durable, à la mobilité de demain. Ce sont ces PME qui créeront des métiers qui n'existent pas encore ou qui seront redécouverts - qu'il s'agisse des services à la personne rendus nécessaires par le vieillissement ou du renouveau de l'artisanat, avec la fin espérée du tout-jetable.»

Ces réflexions, la CCIG n'entend pas les mener en isolement clinique: d'autres associations économiques disposent de compétences reconnues. «Il faut les mettre en commun dans l'intérêt de Genève. Mon objectif, dit-il, est de conduire les très petites entreprises vers la croissance. Et mon rêve, que la CCIG soit le «111» de l'économie et que tous les acteurs, aujourd'hui éparpillés, puissent s'y rencontrer.» ■

# L'Ethiopie veut attirer les sociétés suisses

**INVESTISSEMENTS** Une liaison d'Ethiopian Airlines relie depuis dimanche Genève à Addis-Abeba trois fois par semaine, une première. Les entreprises suisses sont invitées par l'Etat éthiopien à explorer un marché de 100 millions de consommateurs en forte croissance

RAM ETWAREEA

@ram52

L'aéroport de Genève se frotte les mains. Un nouveau client, Ethiopian Airlines, assure depuis dimanche une liaison avec Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, trois fois par semaine. Il s'agit de la première connexion régulière avec ce hub d'Afrique subsaharienne. «A son tour, cette ligne valorise le rôle de Genève comme porte d'entrée de l'Europe», se félicite Vincent Subilia, directeur général adjoint de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG).

«La ligne Genève-Addis Abeba donnera une impulsion aux échanges économiques entre la Suisse et l'Ethiopie, le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, derrière le Nigeria», poursuit Vincent Subilia. En effet, profitant des événements marquant son inauguration, la CCIG et le Swiss-African Business Circle (SABC) organisent jeudi une rencontre entre investisseurs suisses et autorités éthiopiennes à Genève pour explorer les potentiels d'échanges. Selon le Fonds monétaire international, le pays enregistre le plus fort taux de croissance en Afrique, soit autour de 10% par an depuis 2010.

## La Suisse, troisième marché d'exportations

Les grandes entreprises suisses comme Nestlé et Novartis sont déjà présentes en Ethiopie. ABB, lui, participe à de nombreux projets de construction d'infrastructures, notamment le Grand Ethiopian



Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, se reconstruit. De nombreux hôtels et des immeubles flambant neufs remplacent graduellement les taudis. (TIKSA NEGERI/REUTERS)

Renaissance Dam, le futur plus grand barrage d'Afrique. Aux côtés de ces grandes sociétés, d'autres à l'instar de Rieter (textile), Sika (chimie spécialisée), ou encore Orbis Trading (concessionnaire de Mercedes et Renault) ont également pignon sur rue.

A présent, les échanges entre les deux pays se limitent, surtout à la coopération. En matière commerciale, la Suisse, qui abrite les centrales d'achat de café de Nestlé et de Starbucks, est le troisième marché d'exportations (622 mil-

lions de dollars en 2017), devant la Somalie et le Koweït.

Pour Thomas Seghezzi, directeur du SABC, le potentiel pour de nouveaux investissements est considérable. «A priori, les secteurs pour lesquels l'importance stratégique pour l'Ethiopie coïncide avec ceux où la Suisse peut apporter une vraie valeur ajoutée sont la pharmaceutique, la construction, l'énergie (traditionnelle et renouvelable) ou encore l'agro-industrie, énumère-t-il. Une certaine niche, à ne pas ignorer, constitue le secteur

de transport public.» En effet, le pays enclavé développe des projets majeurs, notamment des chemins de fer nationaux et internationaux.

## Nouvel atelier textile du monde

Autant dire que le géant d'Afrique de l'Est se montre ambitieux et l'expansion de sa compagnie aérienne publique en constitue l'une des preuves. Ethiopian Airlines a en effet dépassé les autres grands transporteurs du continent dont South African Airways et Kenya Airways pour devenir le numéro

un. Elle exploite à présent 100 appareils; ce nombre devrait passer à 150 d'ici à 2025. Elle a par ailleurs déjà pris des participations dans cinq compagnies aériennes nationales en Afrique.

L'aviation civile n'est toutefois qu'un des secteurs que l'Etat entend développer. Le pays est notamment devenu un exportateur de produits pétroliers. Il est aussi considéré comme le nouvel atelier textile du monde. Calvin Klein, Tommy Hilfinger, Primark ou encore H&M s'approvisionnent dans des usines près

d'Addis-Abeba. Selon les chiffres officiels, les exportations textiles, notamment vers les Etats-Unis et l'Europe, ont augmenté de 51% par an depuis 2012.

Pour attirer les investisseurs étrangers, le gouvernement éthiopien met en avant des arguments qui ne laissent pas indifférent: des bas salaires plus compétitifs qu'en Chine, un grand réservoir de main-d'œuvre, un faible coût d'énergie et autres incitations fiscales. Son objectif: faire de l'Ethiopie un pays à revenu moyen d'ici à 2025. A présent, près de 20% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour.

## Forte présence chinoise

L'Ethiopie doit une fière chandelle à la Chine, qui joue un rôle de premier plan dans le développement du secteur pétrolier, des infrastructures et du textiles. Des dizaines d'entreprises chinoises y ont délocalisé leur production. Pékin a aussi financé un tramway, le premier du genre en Afrique subsaharienne, qui traverse la ville du nord au sud et d'est en ouest.

Thomas Seghezzi estime que la forte présence chinoise a réveillé le reste du monde et entraîné d'autres continents et pays à suivre. «On note aujourd'hui une participation également de la Turquie, de l'Inde et de certains pays du Moyen-Orient, explique-t-il. L'Europe est à la traîne, mais commence à prendre conscience de l'importance et des opportunités que représente cet énorme marché de demain.» ■